



Événement

CE QUE VEULENT LES FRANÇAIS POUR LEURS ENFANTS

Construire un équilibre professionnel en phase avec le futur : la grande enquête menée par Challenges sur l'état de la France montre de nombreuses convergences entre générations, et quelques contradictions. Notre cote des 40 métiers préférés et nos conseils.

Famille, je vous aime. En cette période anxiogène aux horizons incertains, la famille, valeur refuge par excellence, est la plus importante aux yeux des Français, citée en premier par 69% d'entre eux, devant même la santé (61%). Voici l'un des enseignements marquants du vaste sondage mené par Challenges avec Harris Interactive, qui a interrogé pas moins de 10000 personnes représentatives de la population, jeunes et vieux, de Paris et de province, de toutes classes sociales. La photographie exceptionnelle de leur état d'esprit, de leurs valeurs, de leur rapport au progrès, au travail, et leur vision du pays, des solidarités collectives et de leur situation personnelle a été largement présentée dans le numéro de Challenges du 2 septembre. Nous en dévoilons là le second volet, qui se concentre sur ce que les Français veulent pour leurs enfants. Plus particulièrement ce qu'ils projettent pour leurs perspectives profession-

nelles, tant ils savent que le travail tient une place centrale pour construire une vie d'adulte indépendant. A partir d'une liste (forcément non exhaustive) de 40 métiers, les sondés ont donc été invités à choisir ceux qu'ils préféreraient que leurs enfants exercent, mais aussi ceux en lesquels ils ont le plus confiance (voir la cartographie ci-contre). Formation, débouchés, rémunérations, avantages et inconvénients, nous donnons les clés pour les quinze métiers préférés de ce Top-40 (lire page 26 et suivantes).

Aspirations sociales

Ingénieurs, médecins, vétérinaires, scientifiques, architectes, experts du numérique, chefs d'entreprise ou cadres managers : les professions les plus prisées des parents peuvent sembler bien « classiques », en décalage avec les états d'âme révélés par les confinements liés au Covid, qui ont amené à réévaluer la place du travail. Les Français indiquent favoriser l'équilibre avec la vie privée, le temps pour sa famille et ses amis (première priorité citée pour 54%), et sont plus en recherche de la pas-

sion et de l'utilité sociale que de la rémunération et de l'assurance de faire carrière (voir graphique page 16). Pourtant, ils ont favorisé avant tout des métiers sécurisants. « Il est frappant de voir que ces souhaits sécurisants sont partagés aussi bien par les grands-parents (65 ans et plus) que par leurs petits-enfants (18-24 ans), analyse Pierre-Hadrien Bartoli, directeur des études d'Harris Interactive. Ce qui peut s'expliquer par l'inquiétude, exprimée assez unanimement, des Français pour l'avenir de leur progéniture, figurant au sommet de leurs préoccupations. »

Pessimistes, 60% d'entre eux estiment que pour la prochaine génération, le futur s'est assombri dans l'Hexagone ces dernières années et 92% (quelle que soit leur situation professionnelle) identifient le chômage, faiblesse structurelle de l'économie tricolore, comme le problème numéro un. Or il n'a pas échappé aux Français que l'automatisation et la mondialisation polarisent le marché du travail, favorisant d'un côté les profils très qualifiés, entretenant, de l'autre, les métiers de services



► 9 septembre 2021 - N°709



précaires et mal payés. Au milieu, les emplois intermédiaires sont dévalorisés. Préoccupés de déclassement, les Français ont identifié les professions gagnantes dans notre palmarès, à raison, comme des filières d'avenir (lire page 24).

Priorité à l'éducation
 Exigeant toutes de hauts diplômes, elles reflètent aussi les fortes attentes vis-à-vis de l'école, alors que deux tiers des sondés estiment que le système éducatif décroche et y voient une marque du déclin de la nation (lire le point de vue de Jacques Julliard page 17). Un diagnostic lucide, à voir le rang très médiocre de la France dans les

Enquête réalisée par Harris Interactive, pour Challenges, du 19 au 26 juillet 2021 auprès d'un échantillon de 10001 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.



classements des performances des élèves de l'OCDE (Pisa 2018) : 23^e sur 38 en compréhension de l'écrit, 25^e en mathématiques, 24^e en sciences, et triste championne des inégalités scolaires. Certes, le gouvernement a engagé des réformes fortes, avec le dédoublement des petites classes de primaire dans les quartiers défavorisés, un plan mathématiques et aussi un renforcement de l'apprentissage. Mais 63% des Français réclament d'investir plus encore dans l'éducation, alors que la dépense publique par élève recule depuis vingt ans. D'ailleurs, ils valorisent le métier d'enseignant (14^e), stratégique pour former les citoyens et travailleurs du futur.

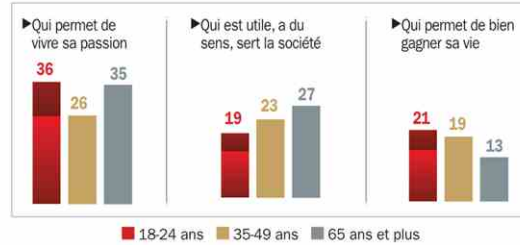
Outre la sécurité de l'emploi, les métiers en tête de liste répondent aussi à « une recherche de respectabilité, qui, dans une France très hiérarchisée, passe encore souvent par le prestige du statut et le niveau de revenus », décrypte Pierre-Hadrien Bartoli. L'argent fait encore la différence, selon notre sondage, avec 66% de ceux qui gagnent plus de 6000 euros par mois qui s'estiment bien considérés dans la société, contre seulement 43% pour ceux qui gagnent moins de 2000 euros, qui ont le sentiment d'un mépris de classe. Mais il y a aussi une interprétation positive de ce choix des métiers de l'entreprise, de l'industrie, ►►

Crédits photos : Westend 61 - Tetra images/hemis.fr

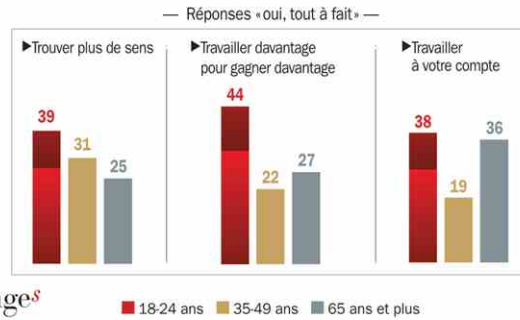


UNE QUÊTE D'ÉQUILIBRE PROFESSIONNEL

► Vous concernant, le métier idéal, c'est avant tout un métier...



► Souhaitez-vous ou non ?



Les priorités pour un équilibre et du sens au travail se renforcent, un impératif combiné avec le besoin d'un métier sécurisant. Une majorité de Français cherchent un job de passion qui soit utile, comme celui de médecin ou d'ingénieur, en tête de notre classement.

►►► des nouvelles technologies, qu'a relevée le chef de l'Etat, Emmanuel Macron, qui a lu notre enquête avec des lunettes roses : celle d'une France qui, « loin d'être gagnée par le déclinisme et l'obscurantisme », garde « foi en le progrès ». « La nation des Lumières, de Louis Pasteur et de Pierre et Marie Curie, place la science et la médecine au-dessus de tout. » A preuve, le retour en grâce de cette belle profession d'ingénieur que la France a littéralement inventée, qui fut la cheville ouvrière de nos Trente Glorieuses, et pourrait donner « aux TGV, Ariane, Concorde ou réacteurs nucléaires des successeurs à la mesure des révolutions technologiques du XXI^e siècle », pour relever notamment « le défi du climat », autre sujet majeur d'inquiétude des Français.

Vocations pour le soin

De quoi répondre à la quête de sens dans le travail, aspiration bel et bien en hausse ? C'est une question que ne se posent pas les professions du soin (médecins, infirmiers et pompiers, qui figurent dans le Top-15)

dont l'utilité et l'humanité, mises en avant par la crise du Covid, suscitent toujours plus de vocations. Mais elle est au cœur de la problématique des entreprises, qui voient bien des cadres aux carrières balisées plaquer la vie de bureau pour des chemins de traverse. Et qui peinent à recruter de jeunes talents, faute de les convaincre de l'utilité pratique ou sociétale du poste proposé.

« La religion du travail pour le travail, sans plus se poser de questions, c'est fini », affirme la philosophe ex-chasseuse de têtes Julia de Funès (lire interview page 18). Aujourd'hui, pour 70% des Français (et 75% des cadres), un travail digne de ce nom doit d'abord avoir du sens. Le consulting et la finance, qui absorbaient jadis des bataillons de jeunes diplômés d'écoles de commerce et d'ingénieurs, ont désormais une image dégradée. Longtemps fantasme des petits garçons, le métier de pilote a perdu son aura, au contraire de celui d'avocat, reconnu pour son rôle au service de la justice. Et les métiers « glamour » du sport, du cinéma, de la chanson, du jeu

vidéo, ou même le phénomène des influenceurs sur les réseaux sociaux, n'attirent pas comme on aurait pu le croire, y compris chez les jeunes. En bas de l'échelle figurent les politiciens et les responsables religieux, emportés par l'énorme défiance que suscitent leurs fonctions exposées. En revanche, les métiers créatifs et concrets, tels les paysagistes, dessinateurs, artisans d'art, autrefois déconsidérés car manuels et au niveau de diplôme peu élevé, se trouvent maintenant valorisés. La parole s'efface au profit de l'action.

Besoin de qualité de vie

Autre tendance lourde, la volonté exprimée de trouver un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, qui ne touche pas que quelques bobos stressés décidant de refaire leur vie à la campagne. Post-pandémie, les Français ont rétrogradé le boulot au cinquième rang de leurs priorités, derrière le temps pour soi, un mode de vie plus sain, la volonté d'agir pour la planète et d'avoir davantage de loisirs. « Le sondage montre la montée en ►►►



Tout recommencer avec l'école

JACQUES JULLIARD, HISTORIEN ET ESSAYISTE

Il arrive que de mauvaises nouvelles aient de bons côtés. La mauvaise nouvelle, confirmée par le présent sondage – mais est-ce encore une nouvelle ? –, est que la France est en déclin. Presque la moitié des Français le pensent, contre seulement 13% qui sont d'avis contraire. La bonne nouvelle est que la grande majorité a une conscience aiguë des formes de ce déclin. Les deux tiers d'entre eux placent en tête l'affaiblissement du niveau scolaire des élèves, bien avant le déficit commercial ou l'amoindrissement de la puissance militaire du pays. Quand près de la moitié des Français placent le système éducatif français dans le même sac que les responsables politiques parmi les principales causes du déclin, le diagnostic est clair, et cette lucidité est un atout pour réagir. Je ne suis pas de ceux qui pensent que le peuple a systématiquement raison contre ses élites. Mais dans le cas présent, la population établit un diagnostic juste, perspicace, alors que les élites se bercent de formules creuses ou regardent ailleurs. Ayant appartenu au petit nombre de ceux qui, depuis quinze ans, s'égosillent à sonner l'alarme, je sais trop qu'il se trouvera toujours des experts, des

les échecs et les frustrations. On sait que « l'école des quatre jeudis » a été pensée par nos brillants psychopédagogues comme un lieu récréatif, où l'élève invente son savoir sous le regard attendri des maîtres et des maîtresses. Le résultat est là. C'est jadis l'école de Jules Ferry, celle de Ferdinand Buisson, venant après les collèges de jésuites de l'Ancien Régime, qui a fait la République. Et qui a fait la puissance française. Or la vérité, c'est que depuis des décennies, les politiques se désintéressent de l'éducation. A l'exception de quelques hommes de culture, comme Jack Lang, Luc Ferry, aujourd'hui Jean-Michel Blanquer, la plupart des politiques considèrent que l'école, comme l'intendance, est destinée à suivre. Un jour que je l'entretenais de je ne sais quel problème éducatif, qui me paraissait essentiel, François Mitterrand, alors président de la République, m'écoula patiemment quelques minutes, avant de m'interrompre : « Vous n'avez rien de plus amusant à me raconter ? » Les grands pays modernes, asiatiques notamment, ont compris que leur puissance, quelle qu'en soit la forme, économique, culturelle ou militaire, dépendait d'abord de l'accroissement

du niveau éducatif de leur population. C'est le secret de la montée en puissance d'un pays comme la Corée du Sud, dont je ne sais pas que les écoles donnent spécialement dans

le mode bisounours. Ce qui manque à l'école française ? Des crédits, bien sûr, comme à toute époque. Les enseignants français sont parmi les plus mal payés du monde occidental, et la carrière a cessé d'être attractive, au risque de se priver des meilleurs éléments de chaque classe d'âge. Avez-vous réalisé que les revenus des footballeurs Lionel Messi ou Kylian Mbappé représentent chaque mois le salaire de 1000 à 1500 instituteurs ? Dans une société où le niveau des revenus est le vrai barème de la respectabilité, le traitement des instituteurs dit crûment le peu de cas que notre société fait de la tâche d'instruire ses enfants. On a préféré leur donner le titre de professeur des écoles, cela coûte moins cher et nous a privés d'un mot plein de noblesse. Après cela, demandez-vous pourquoi nos enseignants manquent souvent du prestige et de l'autorité essentiels à leur fonction. Mais au-delà de l'effort financier nécessaire, ce qui est en cause dans notre école, c'est le statut et la dignité

Au devoir, aux leçons, on a substitué la bienveillance, comme si elle pouvait se substituer à l'effort.

sachants, de brillants socio-pédagogues pour minimiser, rassurer, en tout cas pour claironner que le retour de l'école à ses missions d'instruction de base ne ferait qu'aggraver la situation. Tout récemment encore, une brochette de psychologues entreprenait de nous faire croire que c'est l'esprit de compétition qui est responsable du mauvais fonctionnement de l'école. Seigneur ! Dans le temps même où toute forme d'émulation a disparu des classes et où, année après année, les classements internationaux pointent du doigt le recul de l'école française par rapport aux pays étrangers, et cela aussi bien en ce qui concerne le français, les langues vivantes que les mathématiques ! A l'école du devoir, des leçons et de la recherche du résultat, on a substitué la bienveillance. Comme si la bienveillance, qui n'a jamais manqué aux hussards noirs de la République, pouvait se substituer à l'assiduité, au travail et à l'effort ! Décidément, l'Etat français est victime, depuis une trentaine d'années, d'une pédagogie béatifiante qui accumule



Jacques Julliard. Selon l'essayiste, la France vit « une crise intellectuelle ».

du savoir. La mise en cause de la raison, le développement de toutes sortes de complotismes et de superstitions, dont la crise du Covid est aujourd'hui l'affligeante illustration, tout cela constitue l'image renversée de l'école et permet de mesurer l'ampleur de la tâche à accomplir. Pour paraphraser l'écrivain anglais Chesterton, on dira que lorsque les Français, au moins pour une partie d'entre eux, cessent de croire en la science et en la raison, ce n'est pas qu'ils ne croient plus à rien, c'est qu'ils croient à n'importe quoi. La crise que connaît actuellement la France n'est pas seulement sanitaire, économique ou technologique, ni même morale, c'est une crise intellectuelle. Quelle humiliation au pays de Descartes, de Claude Bernard et de Marie Curie ! C'est pourquoi nous avons besoin d'une école qui donne à tous les jeunes Français les connaissances de base en langue française, en calcul, en histoire et en géographie. L'orthographe et la syntaxe ; les fables de La Fontaine ; la règle de trois ; les grandes dates de l'histoire de France ; les départements et leurs chefs-lieux : tout cela qui est le préalable à une connaissance approfondie du monde moderne. « La mémoire est présente dans toutes les opérations de la raison », dit Pascal. On n'apprend plus assez à l'école : voilà la vérité nue. De plus, allons-nous continuer à accueillir en vrac des adultes et des enfants venus d'autres civilisations, d'autres cultures, d'autres milieux sans les intégrer ? L'intégration passe certes par la société, le métier. Mais elle commence par l'éducation, par une éducation commune. Pas d'immigration réussie sans une éducation appropriée. En mettant l'élévation du niveau scolaire des enfants et des adolescents en tête de leurs préoccupations, les Français ont voulu signifier à leurs dirigeants que la France, sous peine d'effondrement, a besoin d'une révolution, c'est-à-dire, comme dit Péguy, de l'appel d'une tradition dégradée à une tradition plus haute. Et cette révolution commence par l'école. ■





►►► *puissance de l'attention portée au cadre et à la qualité de vie, note Pierre-Hadrien Bartoli, qui traverse les classes sociales, avec peu d'écart entre les cadres et les ouvriers.* » La contradiction pointe, les métiers voulus pour les enfants étant tous très prenants. Mais il ne s'agit pas forcément de travailler moins : plutôt d'avoir plus de flexibilité, comme l'a montré l'expérience du télétravail, qui a permis d'acquiescer plus d'autonomie sans être moins performant. Reste que ces nouvelles exigences virent au casse-tête pour les entreprises : un tiers des Français voudrait changer de métier, ou au moins de société, 39% voudraient changer leur cadre de vie et plus de 60% aimeraient se construire un meilleur équilibre.

Indépendance de la jeunesse

La tendance est exacerbée chez les 25-34 ans (64%) et les 35-49 ans (65%). Au point que, plutôt suivistes des injonctions parentales au départ, pas toujours bien orientés et parfois embarqués dans des cursus trop théoriques et éloignés de la réalité quotidienne de leur job, leurs bifurcations sont plus fréquentes (*lire page 22*). Et alors que les parcours de reconversion restent souvent laborieux en France (en attendant les effets de la récente réforme de la formation professionnelle), les jeunes, plus avides de liberté et moins craintifs du risque que leurs aînés, n'hésitent pas à lancer leur propre business.

D'ailleurs, des vétérinaires aux architectes, des artisans aux avocats, les professions libérales ont la part belle dans le Top-15. Si 41% des Français imaginent se mettre à leur

compte, c'est le souhait de 61% des moins de 25 ans. L'idée de créer une entreprise, elle, séduit plus de la moitié des jeunes. Un indicateur révélateur peut-être d'un certain rejet de l'organisation des grandes entreprises, mais aussi une marque d'ambition, de confiance en l'avenir. Et une manière d'engagement qui permet aussi bien de trouver sa voie, de suivre ses convictions que de maîtriser sa vie... Car, au final, ce que veulent les Français pour leurs enfants, comme tous les parents du monde, c'est leur bonheur.

Gaëlle Macke
et Anne Tézenas du Montcel ►

